

noter que certaines industries sont installées dans des contextes marqués par la présence humaine, et on assiste à la superposition d'intérêts parfois divergents sur des mêmes espaces (concessions forestières ou agricoles, minières....). Afin de faciliter cette cohabitation, le législateur a reconnu aux communautés locales, à travers le code forestier, la pratique des droits procéduraux et substantiels et il est reconnu aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) le droit de veiller à la protection de l'environnement et d'ester en justice en cas d'atteinte de ces droits. Les ONG rencontrent plusieurs difficultés à ce niveau : une consultation limitée des différents acteurs, la complexité des contenus des études, la faible maîtrise du cadre juridique et des procédures de suivi par les communautés, l'absence d'études d'impact, une faible implication des autorités avec, comme conséquence, une mise en œuvre approximative de ces obligations.

R2) Appuyer la gouvernance démocratique nationale

La maîtrise procédurale des opérations électorales est de nature à crédibiliser le processus électoral. Alors que les trois scrutins de 2023 présentent des défis opérationnels et logistiques, un des plus gros défis va être la formation en cascade des agents des bureaux de vote par les nombreuses commissions électorales locales. Un des défis qui se présente est la maîtrise du cadre légal qui gouverne les élections par les acteurs électoraux, alors que la méconnaissance, semble-t-il, est source de nombreuses incompréhensions et tensions au cours du processus électoral. Depuis le dialogue politique d'Angondjé, les partis politiques jouent un rôle déterminant dans la composition des commissions électorales locales. Non seulement ils devront présenter des candidats aux élections mais aussi activement participer à l'organisation des commissions électorales locales, envoyer leurs membres pour participer à la formation des bureaux de vote, et nommer des scrutateurs afin de collecter les PV des bureaux de vote. Des nombreux défis peuvent être détectés à niveau des capacités institutionnelles et organisationnelles de certains partis politiques. On remarque des faibles connaissances de leurs obligations statutaires et fonctionnelles mais aussi ils nécessitent de recevoir des formations sur l'adoption des meilleures pratiques pour renforcer leur légitimité, et le caractère inclusif et démocratique de leurs structures.

Libéralisé depuis 1991, le paysage médiatique gabonais est diversifié. Il compte une trentaine de publications écrites, dont la parution est irrégulière en raison des contraintes financières ou de raisons politiques, deux quotidiens, une quarantaine de stations de radio privées et plusieurs chaînes de télévisions. Les médias du pays sont généralement très polarisés et liés au pouvoir ou à l'opposition. Ils sont placés sous l'autorité du Ministère de la Communication et soumis au contrôle et à la régulation de la Haute Autorité de la Communication (HAC). La Constitution gabonaise garantit à la fois la liberté d'expression et la liberté de la presse. Reporters sans frontières (RSF) constate que, malgré le fait que le Gabon gagne 4 places et se situe au 117^e rang mondial en 2021, la HAC censure de manière trop systématique les médias. Les journalistes s'autocensurent par peur des représailles alors que la profession est marquée par l'absence de mesures de protection et par la précarité des conditions d'emploi. Par manque de formation professionnelle, les journalistes n'arrivent pas à produire une information de qualité impartiale, éthique et qui suit des règles de déontologie. Dans les cas extrêmes lors des campagnes électorales, les journalistes sont perçus comme des activistes manquant d'impartialité. Il en résulte que l'organe de régulation des médias n'arrive pas à concilier la liberté de la presse et un contrôle effectif des médias. Au regard de son mandat, la HAC n'est pas suffisamment outillée pour former des médias qui vont couvrir les informations électorales de 2023. La participation des femmes à la vie publique n'est pas assez significative au Gabon. Depuis 2016 la loi gabonaise réserve un quota de 30% aux femmes et aux jeunes dans les positions électives et le paysage politique gabonais est marqué par la présence de femmes à certains postes clés, tels que la présidence du Sénat ou la Primature et la Mairie de Libreville, mais ces dernières restent largement sous-représentées parmi les élus de la République au sein du gouvernement, dans les instances nationales et les collectivités locales.

En effet, en ce qui concerne la représentation des femmes dans la sphère décisionnelle, il peut être noté que seulement 15,5% sont femmes dans le Gouvernement, 16,4% sont femmes au niveau du Sénat, 15% au niveau de l'Assemblée nationale et 6% de maires sont femmes. Malgré la volonté manifestée de promouvoir les femmes sous tous les plans, celle-ci se heurte à divers obstacles. Les lois adoptées en 2021 font largement progresser une législation qui reconnaît aux femmes tous leurs droits et l'égalité avec les hommes, mais il reste en même temps des obstacles sociétaux ou liés à certaines valeurs traditionnelles qui font obstacle à la concrétisation de ces droits.

Le Gabon souhaite atteindre 30% de femmes dans les institutions publiques mais ne dispose pas des textes d'application nécessaires. La loi n°9/2016 fixant les quotas d'accès des femmes et des jeunes aux élections politiques et celui des femmes aux emplois supérieurs de l'État, ne s'accompagne, à ce jour, d'aucun décret ou